



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)
Poudiougou, I.

Citation

Poudiougou, I. (2023, October 12). *Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)*. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

Version: Publisher's Version

License: [Licence agreement concerning inclusion of doctoral thesis in the Institutional Repository of the University of Leiden](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3643682>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Appropriation foncière, migrations agricoles et conflits armés en pays Dogon (Mali)

Ibrahima Poudiougou

Propositions

Thesis

1. En pays Dogon, les régimes d'appropriation de la terre et de ses ressources sont fondés sur les principes de primogéniture et de primovénure. Ceux-ci sont à l'origine des privilèges sociopolitiques et économiques de certains lignages, villages ou groupes de villages et génèrent des formes d'inégalités d'accès aux droits relatifs aux ressources foncières (terres agricoles, pâturages, puits...).
2. Les inégalités sociofoncières poussent les cadets sociaux à pratiquer des migrations agricoles selon des couloirs de migrations et favorisent l'extension des terroirs historiques à travers l'essaimage de nouveaux villages dans la plaine.
3. Les conflictualités générées par ces inégalités peuvent se manifester en tensions ou en violence armée d'échelle variable. Ces conflits sont inhérents aux régimes d'appropriation foncière, cependant tout conflit foncier ne se manifeste pas dans la violence.

Field of the thesis

4. Les dimensions agraires des conflits armés dans le centre du Mali démontrent comment l'implantation de certains groupes armés s'est appuyée sur les inégalités (dépossession, rente foncière) pour imbriquer les logiques inhérentes à la violence armée dans celles qui régissent les structures sociopolitiques locales.
5. La sécurité est le fruit d'une construction sociale. Elle est performative et se construit dans l'interaction entre plusieurs sujets à partir d'énonciations discursives et de rapports de forces en présence. Comme construction sociale, la méthode ethnographique permet d'étudier les processus de construction d'un « problème de sécurité » de manière empirique. Elle peut saisir les pratiques discursives de conceptualisation de ce problème et appréhender la violence qu'elle génère à travers l'observation de la vie quotidienne de ceux qui subissent les pratiques violentes et de ceux qui l'exercent.
6. L'anthropologue natif jouit de certains avantages en faisant une ethnographie des conflits armés « chez soi ». La juste distance nécessaire à la traduction de l'expérience ethnographique en texte intelligible et le risque de neutralisation physique forment deux pôles contraires et complémentaires d'une enquête sur la violence armée dans laquelle cet anthropologue est perçu comme partie.
7. Le militantisme islamiste, les changements climatiques, les clivages ethniques ou encore la poussée démographique sont des variables qui influent les dynamiques des conflits au Sahel. Cependant, pris isolément, aucune d'entre elles ne peut expliquer l'irruption de la violence armée.
8. Depuis 2015, dans le central du Mali, l'une des sources de légitimation de la domination sur les sociétés rurales est la capacité de proposer un service de protection contre les violences. Longtemps mobilisée par les groupes armés pour se justifier et se légitimer, avec le coup d'état de 2020, des officiers militaires étendent une telle acception à l'état. L'*État sécuritaire* prévaut sur l'État pourvoyeur de services sociaux (justice, santé, éducation, routes...)

Other subjects

9. La récurrence des soulèvements populaires au Mali (y compris l'insurrection armée) et des coups d'état-militaires expriment le refus des populations de l'accaparement de l'autorité publique et des ressources collectives par une élite préoccupée par sa perpétuation et sa reproduction qu'à garantir les services minimums aux populations.
10. L'enthousiasme observable après chaque coup d'état militaire naît de la désillusion des masses populaires envers les hommes politiques qui se sont succédé à la tête du pays depuis la révolution démocratique de mars 1991. Sans rejeter la forme démocratique du pouvoir et ses principes fondateurs, les masses populaires sont à la quête d'un pacte social et politique, manqué depuis 1960, qui lie l'État à toutes les sociétés maliennes.